

1

Période terminée le 31 janvier 2003
Rapport trimestriel



Les agences de voyages et la distribution

- CONSULTOUR
- VOYAGES EXIT
- ANYWAY
- CLUB VOYAGES (FRANCE)

Les voyageurs expéditifs

- AMÉRICANADA
- KILOMÈTRE VOYAGES (une division de DMC Transat)
- RÉVATOURS
- VACANCES AIR TRANSAT
- WORLD OF VACATIONS/NOLITOUR
- BROK'AIR
- VACANCES AIR TRANSAT (FRANCE)
- LOOK VOYAGES (société détenue à 99,2 %)

Les voyageurs réceptifs et les services à destination

- AIR TRANSAT HOLIDAYS USA
- DMC TRANSAT (société détenue à 71,5 %)
- JONVIEW CANADA (société détenue à 35,8 %)
- TRAFIC TOURS (société détenue à 40 %)
- TOURGREECE (société détenue à 40 % par Look Voyages)

Le transport aérien

- AIR TRANSAT
- HANDLEX
- STAR AIRLINES (société détenue à 44,3 % par Look Voyages)

- Amérique du Nord
- Europe

Transat A.T. inc. est une société intégrée qui se spécialise dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances. Le cœur de son organisation est formé de voyagistes implantés au Canada et en France. Transat est également active dans le transport aérien et les services à valeur ajoutée offerts à destination. Enfin, Transat s'est assuré une présence dynamique dans la distribution par l'entremise de réseaux d'agences de voyages.

Transat offre à une très vaste clientèle des voyages vacances de qualité, à des prix accessibles. Elle veut conserver son statut de chef de file au Canada et devenir une figure importante de l'industrie du voyage vacances en Amérique du Nord et en Europe.

Siège social

Transat A.T. inc.

Place du Parc

300, rue Léo-Pariseau, bureau 600

Montréal (Québec) H2X 4C2

Téléphone : (514) 987-1660

Télécopieur : (514) 987-8035

Agent des transferts

et agent comptable des registres

Société de fiducie Computershare
du Canada

Cote officielle

Les actions ordinaires
et les débentures cotées de
la société sont inscrites à la cote
de la Bourse de Toronto sous
les symboles TRZ et TRZ.DB.

Rapport de gestion pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003

Le présent rapport de gestion passe en revue les résultats de notre société et doit être lu avec les états financiers consolidés non vérifiés du premier trimestre de 2003 et de 2002, les notes afférentes aux états financiers consolidés non vérifiés du premier trimestre de 2003 et le rapport annuel 2002 incluant le rapport de gestion et la rubrique sur les risques et les incertitudes. Les risques et incertitudes énoncés dans le rapport de gestion du rapport annuel 2002 et dans la notice annuelle 2002 déposés auprès des commissions canadiennes des valeurs mobilières sont incorporés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés.

Nos états financiers sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « nous », « notre » ou la « société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS

États consolidés des résultats

Trimestre terminé le 31 janvier 2003 par rapport au trimestre terminé le 31 janvier 2002

- Les revenus ont augmenté de 86,9 millions de dollars, soit une hausse de 19,6 %.
- Les revenus, déduction faite des dépenses d'exploitation, se sont accrus de 14,7 millions de dollars, soit 148,3 %, marquant ainsi un retour à la rentabilité.
- La perte nette a diminué de 10,0 millions de dollars, soit 58,9 %.

Bilans consolidés

Au 31 janvier 2003 par rapport au 31 octobre 2002

- Les espèces et quasi-espèces ont augmenté de 55,3 millions de dollars.

États consolidés des flux de trésorerie

Trimestre terminé le 31 janvier 2003 par rapport au trimestre terminé le 31 janvier 2002

- Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont diminué de 46,3 millions de dollars, soit 42,6 %.

RÉSULTATS

Trimestre terminé le 31 janvier 2003 par rapport au trimestre terminé le 31 janvier 2002

Revenus

Nous tirons nos revenus des voyagistes expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyagistes réceptifs et des services offerts à destination.

Les revenus ont augmenté de 86,9 millions de dollars (19,6 %), passant à 529,1 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003, par rapport à 442,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation est survenue autant au Canada qu'en Europe; elle est attribuable principalement à une hausse de 13,8 % dans le nombre de voyageurs et à une augmentation des prix.

Le trimestre correspondant de l'exercice précédent avait connu une forte chute du nombre de voyageurs et une baisse de prix (surtout au Canada), imputables aux événements du 11 septembre 2001.

Dépenses d'exploitation

Nos dépenses d'exploitation englobent principalement les frais directs, les salaires, les commissions, les coûts d'entretien, le carburant, les frais de manutention et la location d'aéronefs.

Les dépenses d'exploitation ont augmenté de 72,1 millions de dollars (16,0 %), passant à 524,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003, par rapport à 452,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation est survenue autant au Canada qu'en Europe.

Segmentation géographique

Canada

Au Canada, les revenus ont augmenté de 62,6 millions de dollars (17,7 %), atteignant 417,3 millions de dollars par rapport à 354,7 millions de dollars l'année dernière, surtout à cause d'une augmentation de 13,6 % dans le nombre de voyageurs et d'une hausse des prix.

Les dépenses d'exploitation ont enregistré une hausse de 46,2 millions de dollars (12,9 %), atteignant 404,1 millions de dollars, par rapport à 357,9 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement imputable à une hausse des frais directs et des commissions résultant d'un accroissement des activités commerciales.

Nous avons commencé l'examen de notre flotte d'aéronefs, qui devrait être terminé d'ici la fin du deuxième trimestre. Nous avons aussi commencé à revoir les activités de nos voyageurs et nos activités de distribution, afin de déterminer nos efficacités opérationnelles et les économies de coûts potentielles.

France et autres pays

En Europe, les revenus ont connu une hausse de 24,2 millions de dollars (27,7 %), pour se chiffrer à 111,7 millions de dollars en regard de 87,5 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse de 15,1 % dans le nombre de voyageurs et à une incidence favorable des taux de change entre le dollar canadien et l'euro.

Les dépenses d'exploitation ont augmenté de 25,9 millions de dollars (27,5 %), passant à 120,2 millions de dollars par rapport à 94,2 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette augmentation est elle aussi principalement attribuable à une hausse des frais directs découlant de l'accroissement des activités commerciales, à une surcapacité de nos activités françaises et à l'incidence des taux de change.

L'augmentation de nos dépenses d'exploitation n'a pas été contrebalancée par une augmentation de nos revenus, entraînant ainsi une hausse des pertes en Europe.

Globalement, la perte en euro enregistrée en Europe n'a que très peu variée. Cependant l'augmentation importante des pertes subies par Look Voyages a été contrebalancée par les meilleurs résultats qu'ont enregistrés nos autres activités françaises. L'accroissement de la perte en dollars canadien est donc le résultat de la variation des taux de change.

Le 10 février 2003, nous avons annoncé une restructuration de la direction de certaines activités françaises, qui devrait nous permettre de mieux faire face aux nouveaux défis et de saisir de nouvelles occasions en France, tout en améliorant la rentabilité de nos activités françaises.

Amortissement

L'amortissement est calculé sur les immobilisations (acquises et louées) et sur les autres actifs constitués principalement de frais de financement à long terme et de frais de mise en exploitation.

L'amortissement a augmenté de 2,1 millions de dollars (22,9 %) pour s'établir à 11,1 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003, par rapport à 9,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est imputable principalement aux acquisitions d'immobilisations pendant l'exercice 2002.

Intérêts

Les intérêts sur la dette à long terme, les contrats de location-acquisition et les débetures ont baissé de 0,6 million de dollars (17,7 %), se chiffrant à 2,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003, par rapport à 3,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable à une réduction de la dette totale.

Les autres intérêts et frais financiers ont augmenté de 0,7 million de dollars (100,0 %), passant à 1,4 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003, par rapport à 0,7 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est imputable à une hausse des niveaux moyens des emprunts bancaires pendant le trimestre courant pour nos activités en France.

Les revenus d'intérêts se sont accrus de 1,3 million de dollars (127,0 %), atteignant 2,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003, par rapport à 1,0 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à l'augmentation de nos soldes moyens d'espèces et de quasi-espèces au cours du trimestre courant.

Écart de change sur les éléments monétaires

À la suite de l'adoption des modifications apportées au chapitre 1650 du Manuel de l'ICCA, « Conversion des devises étrangères », la totalité des gains et pertes de change sur les éléments monétaires à long terme, auparavant reportés et amortis, sont maintenant inclus dans les résultats de l'exercice. Cette nouvelle pratique entraîne une amélioration de 1,0 million de dollars dans nos résultats pour le trimestre courant, par rapport à un effet positif de 0,1 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Voir la rubrique « Modifications comptables » plus bas.

Impôts sur les bénéfices

La récupération des impôts sur les bénéfices s'est chiffrée à 2,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003, par rapport à 6,8 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison d'une réduction de la perte nette pour le trimestre courant. En excluant la « Quote-part de la perte nette des sociétés satellites », les taux d'imposition effectifs se sont élevés à 32,6 % pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003 et à 31,2 % pour le trimestre terminé le 31 janvier 2002.

Perte nette

Notre perte nette s'est chiffrée à 7,0 millions de dollars, soit 0,24 \$ par action, pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003, par rapport à 17,0 millions de dollars ou 0,52 \$ l'action pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation employé pour établir les montants par action a été établi à 32 696 107 pour le trimestre courant et à 32 329 113 pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Trimestre terminé le 31 janvier 2003 par rapport au trimestre terminé le 31 janvier 2002

Au 31 janvier 2003, les espèces et quasi-espèces s'établissaient à 315,4 millions de dollars, y compris un montant de 140,6 millions de dollars détenus en fiducie ou autrement réservés, comparativement à 260,1 millions de dollars (y compris 101,3 millions de dollars détenus en fiducie ou autrement réservés) au 31 octobre 2002. Notre bilan témoigne d'un ratio de liquidité générale de 1,1 et d'un fonds de roulement de 24,4 millions de dollars, en regard d'un ratio de 1,1 et d'un fonds de roulement de 41,8 millions de dollars au 31 octobre 2002. Nous avons aussi accès à des lignes de crédit non utilisées s'élevant à 38,2 millions de dollars.

Le total de l'actif a augmenté de 96,9 millions de dollars (12,5 %), passant à 870,4 millions de dollars par rapport à 773,5 millions de dollars au 31 octobre 2002, principalement à cause d'un accroissement autant des soldes d'espèces et de quasi-espèces que des frais payés d'avance. Une telle augmentation résulte du paiement à l'avance de dépenses pour les clients qui voyageront pendant la deuxième moitié de la saison d'hiver où l'achalandage est généralement plus élevé qu'au premier trimestre. L'avoir des actionnaires a diminué de 8,3 millions de dollars, passant à 185,5 millions de dollars par rapport à 193,7 millions de dollars au 31 octobre 2002, en majeure partie à cause de la perte nette de 7,0 millions de dollars pour le trimestre courant et du rajustement rétroactif de 1,6 million de dollars causé par les modifications aux pratiques comptables expliquées plus bas, sous la rubrique « Modifications comptables ».

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont atteint 62,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003, en baisse de 46,3 millions de dollars (42,6 %) par rapport au montant de 108,7 millions de dollars produit pendant la même période de l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable principalement à une diminution dans la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement par rapport aux variations nettes qui ont suivi le 11 septembre 2001 attribuable, en partie, à une augmentation des passifs à court terme, compensée par une augmentation de la marge brute d'autofinancement et une augmentation de la provision pour remise en état des moteurs et cellules. Dans l'ensemble, la variation nette positive des soldes hors caisse du fonds de roulement est attribuable à une augmentation des réservations pour la deuxième moitié de notre saison hivernale par rapport à l'exercice précédent.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement se sont établis à 2,0 millions de dollars pour le trimestre courant, en baisse de 5,4 millions de dollars (73,6 %) par rapport au montant de 7,4 millions de dollars utilisé au même trimestre de l'exercice précédent. Au cours du trimestre courant, 3,6 millions de dollars ont été consacrés aux acquisitions d'immobilisations et 1,6 millions de dollars ont été produits par les dépôts. Au premier trimestre de 2002, 4,0 millions de dollars ont été utilisés pour des acquisitions d'immobilisations, 1,8 million de dollars pour les dépôts et 1,6 millions de dollars pour d'autres éléments d'actif.

Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement ont atteint 5,0 millions de dollars pour le trimestre courant; ils ont été consacrés principalement au remboursement net de notre dette à long terme et de nos obligations en vertu des contrats de location-acquisition. Il s'agit d'une augmentation de 4,4 millions de dollars par rapport au montant de 0,6 million de dollars utilisé pendant le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pendant le trimestre correspondant de l'exercice précédent, la somme de 30,7 millions de dollars utilisée pour le remboursement net de notre dette à long terme et de nos obligations en vertu de nos contrats de location-acquisition avait été compensée par l'émission de débentures d'une valeur de 21,9 millions de dollars et par un emprunt additionnel de 8,0 millions de dollars sur nos facilités de crédit existantes.

Nous croyons que nous serons en mesure de nous acquitter de nos obligations au moyen des fonds dont nous disposons, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur nos facilités de crédit existantes.

Le 28 février, nous avons annoncé le renouvellement de nos facilités de crédit renouvelable, qui venait à échéance en février 2003. Les facilités renouvelées s'élèvent à 90,0 millions de dollars et viennent à échéance en août 2004.

MODIFICATIONS COMPTABLES

Au cours du trimestre courant, nous avons mis en application les modifications apportées au chapitre 1650 du Manuel de l'ICCA, « Conversion des devises étrangères », et le nouveau chapitre 3870 « Rémunérations et autres paiements à base d'actions ».

En date du 1^{er} novembre 2002, les normes du chapitre 1650 exigent que la totalité des gains et pertes de change non réalisés sur les actifs et les passifs libellés en devises soient inclus dans les résultats de l'exercice, y compris les gains et les pertes sur les actifs et passifs monétaires à long terme, comme la dette à long terme et les obligations en vertu de contrats de location-acquisition, qui ont antérieurement été reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée restante des éléments connexes. L'application de ces modifications s'est faite de façon rétroactive, avec retraitement des chiffres des périodes antérieures. Nous avons ainsi comptabilisé aux bénéfices non répartis une charge cumulative d'ouverture de 1,6 million de dollars relativement à la radiation de la perte de change non amortie sur les éléments monétaires à long terme. Cette charge constitue une imputation hors caisse et n'a pas d'incidence sur nos espèces et notre situation de trésorerie.

Le nouveau chapitre 3870 du Manuel s'applique aussi à l'exercice débutant le 1^{er} novembre 2002. En vertu de cette nouvelle norme, l'ICCA préconise, sans l'imposer, une méthode fondée sur la juste valeur pour la comptabilisation des options d'achat d'actions attribuées aux employés, mais permet de présenter les valeurs pro forma du bénéfice net et du bénéfice par action obtenues en calculant le coût des rémunérations à base d'actions selon la méthode de la juste valeur dans une note afférente aux états financiers consolidés. Ces recommandations s'appliquent aux attributions consenties à compter de la date d'adoption. Nous avons choisi de présenter, par voie de note afférente aux états financiers, l'incidence de l'application de la méthode de la juste valeur en divulguant le bénéfice net pro forma et le bénéfice par action pro forma comme si nous avions appliqué la méthode de la juste valeur. Par conséquent, l'adoption de cette nouvelle norme n'aura pas d'incidence sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

PERSPECTIVES

Malgré les résultats encourageants du premier trimestre, nous demeurons prudents quant aux trimestres à venir et prévoyons toujours que 2003 sera une année remplie de défis. La situation géopolitique mondiale a continué d'affecter de façon considérable le tourisme, surtout depuis le début de 2003. Comme la menace d'une guerre s'est aggravée au cours des derniers mois et que les craintes d'attaques terroristes demeurent présentes, le nombre des réservations a récemment fléchi et la surcapacité du marché exerce une pression sur nos marges, étant donné que les consommateurs réservent leurs vacances plus tard. En outre, une conjoncture économique très défavorable en France accroît l'incertitude, surtout en ce qui concerne les destinations méditerranéennes.

En général, les réservations cumulatives d'hiver sont supérieures à celles de l'exercice précédent, mais inférieures à celles de la saison d'hiver 2001, la meilleure que nous ayons jamais connue. Quant aux réservations d'été, elles en sont à leur début mais nous sommes en retard comparativement aux niveaux de 2002.

En dépit des incertitudes, nous continuons à nous concentrer sur la réduction de nos coûts, en développant nos efficacités opérationnelles et en réajustant au besoin tout produit ou service qui ne donne pas les résultats escomptés. En outre, nous continuons à renforcer notre bilan et notre souplesse financière, comme l'indique notre situation de trésorerie et le récent renouvellement de notre facilité de crédit bancaire.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient également certaines déclarations prospectives à l'égard de notre société. En soi, ces déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Nous considérons que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables, mais nous avisons le lecteur que ces hypothèses à l'égard d'événements futurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, pourraient se révéler incorrectes puisqu'elles sont soumises à des risques et à des incertitudes qui touchent nos activités. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 19 mars 2003.

Bilans consolidés

(en milliers de dollars)

	Au 31 janvier 2003 (Non vérifiés)	Au 31 octobre 2002 (Non vérifiés) [redressés – note 2]
	\$	\$
Actif		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces [note 3]	315 422	260 123
Débiteurs	87 395	101 613
Impôts sur les bénéfiques à recevoir	15 440	15 139
Actifs d'impôts futurs	2 569	1 352
Stocks	8 348	10 124
Frais payés d'avance	104 044	48 389
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts et coûts de remise en état des moteurs et cellules	27 228	33 850
Total de l'actif à court terme	560 446	470 590
Dépôts et coûts de remise en état des moteurs et cellules	27 449	17 707
Actifs d'impôts futurs	23 154	18 028
Immobilisations	164 094	169 316
Écarts d'acquisition	70 587	69 935
Autres éléments d'actif	24 678	27 892
	870 408	773 468
Passif et avoir des actionnaires		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires	19 726	18 618
Créditeurs et charges à payer	263 627	249 852
Dépôts de clients et revenus reportés	220 993	136 078
Versements sur la dette à long terme et sur les obligations en vertu de contrats de location-acquisition échéant à moins d'un an	31 675	24 257
Total du passif à court terme	536 021	428 805
Dette à long terme	19 506	21 455
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition	23 879	36 990
Débetures	29 416	29 226
Excédent de la provision pour remise en état des moteurs et cellules sur les dépôts	42 487	35 614
Part des actionnaires sans contrôle et autres éléments de passif	17 782	15 925
Passif d'impôts futurs	15 830	11 710
	684 921	579 725
Avoir des actionnaires		
Capital-actions [note 4]	110 501	110 200
Débetures convertibles et composante capitaux propres d'une débeture	52 804	52 786
Bénéfices non répartis	20 873	28 636
Bons de souscription	4 122	4 122
Écarts de conversion reportés	(2 813)	(2 001)
	185 487	193 743
	870 408	773 468

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

États consolidés des résultats et des bénéfices non répartis

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	2003 (Non vérifiés) \$	2002 (Non vérifiés) [redressés – note 2] \$
Revenus	529 076	442 208
Dépenses d'exploitation	524 277	452 145
	4 799	(9 937)
Amortissement	11 056	8 997
Intérêts sur la dette à long terme, les obligations en vertu de contrats de location-acquisition et les débetures	2 652	3 223
Autres intérêts et frais financiers	1 407	706
Revenus d'intérêts	(2 344)	(1 033)
Écarts de change sur les éléments monétaires	(1 040)	(64)
Quote-part de la perte nette des sociétés satellites	2 262	2 175
	13 993	14 004
Perte avant les postes suivants	(9 194)	(23 941)
Récupération d'impôts sur les bénéfices	(2 259)	(6 782)
Perte avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(6 935)	(17 159)
Part des actionnaire sans contrôle dans les résultats de filiales	(39)	209
Perte nette de la période	(6 974)	(16 950)
Bénéfices non répartis au début de la période, solde déjà reporté	30 243	25 879
Modification d'une convention comptable [note 2]	(1 607)	(3 644)
Bénéfices non répartis au début de la période redressés	28 636	22 235
Intérêts sur la composante capitaux propres de débetures, déduction faite des impôts y afférents de 388 \$ (néant en 2002)	(789)	(26)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	20 873	5 259
Perte nette par action		
Perte par action	(0,24)	(0,52)
Perte diluée par action	(0,24)	(0,52)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

États consolidés des flux de trésorerie

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier

(en milliers de dollars)

	2003 (Non vérifiés) \$	2002 (Non vérifiés) [redressés – note 2] \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte nette de la période	(6 974)	(16 950)
Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sortie (rentrées) de fonds		
Amortissement	11 056	8 997
Quote-part de la perte nette des sociétés satellites	2 262	2 175
Écarts de change sur les éléments monétaires	(1 040)	(64)
Impôts futurs	(1 534)	(5 968)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	39	(209)
Intérêts sur débetures	218	—
Marge brute d'autofinancement	4 027	(12 019)
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation	52 885	124 239
Variation nette dans les dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules	5 411	(3 563)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	62 323	108 657
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Remboursement de dépôts	2 380	—
Augmentation des dépôts	(811)	(1 767)
Acquisitions d'immobilisations	(3 550)	(4 019)
Autres éléments d'actif	(51)	(1 628)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 032)	(7 414)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts bancaires	30	7 951
Remboursement d'autres éléments de la dette à long terme et des obligations en vertu de contrats de location-acquisition	(7 105)	(7 302)
Autres éléments de passif	2 083	264
Dette à long terme — crédit à terme rotatif	—	(23 441)
Produit de l'émission de débetures, net des frais d'émission	—	21 865
Produit de l'émission d'actions ordinaires	—	75
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(4 992)	(588)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	55 299	100 655
Espèces et quasi-espèces au début de la période	260 123	84 619
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	315 422	185 274

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

[Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers à l'exception des options, des montants par option et par actions]
[non vérifiés]

Note 1

Base de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels, à l'exception des modifications de conventions comptables décrites à la note 2. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont cycliques, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2002.

Note 2

Modification de conventions comptables

Conversion de devises

Le 1^{er} novembre 2002, la société a adopté rétroactivement les modifications contenues dans le chapitre 1650 « Conversion des devises étrangères » du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA »). Les modifications exigent que la totalité des gains et pertes de change non réalisés sur les actifs et les passifs libellés en devises soient inclus dans les résultats de l'exercice, y compris les gains et les pertes sur les actifs et passifs monétaires à long terme, comme la dette à long terme et les obligations en vertu de contrats de location-acquisition. Auparavant, les gains et les pertes de change non réalisés sur les éléments monétaires à long terme étaient reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée restante des éléments connexes. L'application de ces modifications s'est traduit, le 1^{er} novembre 2001, par l'imputation aux bénéfices non répartis de la radiation du solde des pertes de change reportées, comptabilisées à titre d'autres éléments d'actif, de 3 644 000 \$ [1 607 000 \$ le 31 octobre 2002]. Elle a également eu pour effet de diminuer la perte nette et la perte par action de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2002 de 585 000 \$ et de 0,02 \$ respectivement et d'augmenter le bénéfice net et le bénéfice par action de 2 037 000 \$ et de 0,06 \$ respectivement pour l'exercice terminé le 31 octobre 2002. L'application de ces modifications a eu comme effet de diminuer la perte nette et la perte par action de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2003 de 1 393 000 \$ et 0,04 \$ respectivement.

Note 2

Modification de conventions comptables (suite)

Rémunérations et autres paiements à base d'actions

Le 1^{er} novembre 2002, la société a adopté prospectivement les nouvelles normes contenues dans le chapitre 3870 « Rémunérations et autres paiements à base d'actions ». En vertu de cette nouvelle norme, l'ICCA préconise, sans l'imposer, une méthode fondée sur la juste valeur pour la comptabilisation des options d'achat d'actions attribuées aux employés, mais permet de présenter les valeurs pro forma du bénéfice net et du bénéfice par action obtenu en calculant le coût des rémunérations à base d'actions selon la méthode de la juste valeur dans une note afférente aux états financiers. Les recommandations du chapitre s'appliquent aux attributions consenties à compter de la date d'adoption de cette norme. La société a choisi de présenter, par voie de note afférente aux états financiers consolidés, l'incidence de l'application de la méthode de la juste valeur en divulguant le bénéfice net pro forma et le bénéfice par action pro forma comme si la société avait appliqué la méthode de la juste valeur aux attributions consenties à compter de la date d'adoption de cette norme. Par conséquent, l'adoption de cette nouvelle norme n'aura pas d'incidence sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la société.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2003, la société a octroyé 10 000 options d'achat d'action ordinaires à un de ses employés. Si la société avait comptabilisé cet octroi au moyen de la méthode de la juste valeur, la perte nette pro forma aurait été de 6 978 000 \$, soit une augmentation de 4 000 \$, et la perte par action pro forma aurait été inchangée.

Note 3

Espèces et quasi-espèces

	Au 31 janvier 2003 \$	Au 31 octobre 2002 \$
Espèces et quasi-espèces	174 814	158 823
Espèces en fiducie ou autrement réservées	140 608	101 300
	315 422	260 123

Les espèces en fiducie ou autrement réservées représentent des fonds reçus de clients pour lesquels les services n'avaient pas été rendus.

Note 4

Capital-actions

a) Capital-actions

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2003, les 51 671 actions privilégiées, série 3 détenues par Transat Tours Canada inc. (« Transat Tours ») ont été converties en 155 013 actions ordinaires de la société. Subséquemment à la conversion, le nombre d'actions ordinaires détenu par Transat Tours et exclu du capital-actions de la société s'élevait à 258 207. Toujours dans la même période, la totalité des actions ordinaires détenues par Transat Tours ont été vendues sur le marché et aussitôt réintégrées dans le capital-actions de la société au prix d'émission d'origine soit 301 000 \$. Les résultats de la société n'ont pas été affectés par cette transaction.

Note 4

Capital-actions (suite)

b) Options

Options émises et en circulation

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au début de la période	2 120 690	7,91
Attribuées	10 000	5,80
Expirées	45 000	12,55
Annulées	2 589	7,94
	2 083 101	7,80

Options pouvant être levées

Un total de 1 212 034 options peuvent être levées.

c) Perte par action

Les pertes par action et pertes diluées par action ont été calculées comme suit pour les périodes de trois mois terminées les 31 janvier 2003 et 2002 :

	2003 \$	2002 \$
Numérateur		
Perte nette	(6 974)	(16 950)
Intérêts sur débetures convertibles	(789)	—
Perte attribuable aux actionnaires ordinaires et perte servant au calcul de la perte diluée par action	(7 763)	(16 950)
Dénominateur		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation et nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul de la perte diluée par action	32 696	32 329
Perte par action	(0,24)	(0,52)
Perte diluée par action	(0,24)	(0,52)

Les débetures convertibles, les débetures pouvant être réglées en actions ordinaires et les bons de souscriptions n'ont pas été pris en compte dans le calcul de la perte diluée par action des trimestres terminés les 31 janvier 2003 et 2002 en raison de leur effet antidilutif. L'incidence potentiel de ces titres sur le dénominateur est de 6 274 121 actions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003 [326 094 actions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2002].

Étant donné les pertes enregistrées pour les trimestres terminés les 31 janvier 2003 et 2002, 2 083 101 et 2 352 488 options d'achat d'actions ordinaires en circulation ont respectivement été exclues du calcul de la perte diluée par action en raison de leur effet antidilutif.

Note 5**Informations sectorielles**

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement au Canada et en Europe.

Période de trois (3) mois terminée le 31 janvier 2003

	Canada \$	France et autres \$	Total \$
Revenus	417 349	111 727	529 076
Dépenses d'exploitation	404 114	120 163	524 277
	13 235	(8 436)	4 799
Amortissement Immobilisations et écarts d'acquisition ^[1]	9 305	1 751	11 056
Acquisition d'immobilisations	184 330	50 351	234 681
	3 211	339	3 550

Période de trois (3) mois terminée le 31 janvier 2002

	Canada \$	France et autres \$	Total \$
Revenus	354 702	87 506	442 208
Dépenses d'exploitation	357 929	94 216	452 145
	(3 227)	(6 710)	(9 937)
Amortissement Immobilisations et écarts d'acquisition ^[2]	7 970	1 027	8 997
Acquisition d'immobilisations	189 930	49 321	239 251
	3 630	389	4 019

[1] Au 31 janvier 2003.

[2] Au 31 octobre 2002.